



N° 2025 -BU-070

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Jeudi 26 Juin à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de David BONGARD, 1^{er} Vice-Président.

Présents :

Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Dominique STRIESKA, Didier BOURLON, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Jean-Paul LAMBOURG, Michel MARIE

Absents excusés : Serge CAILLOT, Marie-Claire RANVIER, Michel MULOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Annick BERTRAND

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 10
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 10

Economie

Vente de la Maison du Bazois

N°2025-BU-070

M. David BONGARD, 1^{er} Vice-Président, explique que, conformément à la délibération du conseil communautaire, nous avons sollicité des agences immobilières pour vendre le bien. Nous avons une proposition de mandat de la part de « l'immobilière du château » à 4 500 € pour un prix de vente de 58 500 €.

Pour rappel, l'estimation des domaines est de 66 700 € (20 % de marge d'appréciation).

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

- valide la proposition de mandat de l'agence immobilière du château telle qu'annexée à la présente délibération,
- décide de mettre en vente au prix de l'estimation des domaines soit 66 700 €.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



**La Secrétaire de Séance,
Annick BERTRAND.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 26 Juin 2025**

**Pour Le Président,
Le Vice-Président
David BONGARD.**

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO



**Immobilière
du Château**

PLUS QU'UNE AGENCE, UN SERVICE

Immobilière du Château

7 place Boucaumont
58290 MOULINS ENGILBERT
03 86 78 23 78

immo.chateau58@gmail.com
immo-chateau.fr

MANDAT SIMPLE DE VENTE

Mandat n° **3293**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le mandant

Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, dont le siège social se situe Place Lafayette 58290 MOULINS ENGILBERT,

représenté(e) par

Monsieur Serge CAILLOT, se déclarant habilité à cet effet aux termes de sa qualité de Président de la CCBLM, dont une délibération du conseil communautaire a été votée le 20 mars 2025.

Téléphone : 0673985197

Adresse électronique : js.halliez@bazoiloiremorvan.fr

D'UNE PART, ET

Le mandataire

Immobilière du Château, ci-après désignée "**l'Agence**" ou "**le Mandataire**", située 7 place Boucaumont 58290 MOULINS ENGILBERT, téléphone 03 86 78 23 78, adresse mail immo.chateau58@gmail.com, exploitée par la société Immobilière du Château, SAS au capital de 7500 euros, dont le siège social est situé 7 Place Boucaumont 58290 MOULINS ENGILBERT, RCS NEVERS n° 44174218300019, titulaire de la carte professionnelle Transactions sur immeubles et fonds de commerce n° 58012018000032657 délivrée par NIEVRE, numéro de TVA FR754411742483, assurée en responsabilité civile professionnelle par MAAF dont le siège est sis CHAURAY 79036 NIORT CEDEX09, sur le territoire national sous le n° 158029452 R 001,

Adhérente de la caisse de Garantie CREDIT AGRICOLE dont le siège est sis 8 Allée des Collèges 18920 BOURGES CEDEX sous le n° 00001949448-VJ,

DECLARANT NE POUVOIR NI RECEVOIR NI DETENIR D'AUTRES FONDS, EFFETS OU VALEURS QUE CEUX REPRESENTATIFS DE SA REMUNERATION

N'ayant aucun lien capitalistique ou juridique avec une banque ou une société financière,

Représentée par Jean-Michel CHAPELIN, agissant en sa qualité de **Direction**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Objet du mandat

Par le présent contrat, le MANDANT confère au MANDATAIRE, qui l'accepte, le Mandat SIMPLE DE RECHERCHER UN ACQUEREUR pour les biens immobiliers dont il est propriétaire et désignés ci-après, aux prix, charges et conditions indiqués ci-après.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO

Désignation des biens à vendre

Adresse des biens : 20 ZA du Bois de Seigne 58110 ALLUY .

Description

Construction de 1992, de forme rectangulaire, de plein pied, avec un étage partiel (bureaux en mezzanine), élevée sur terre plein et de deux niveaux. Structure béton avec toiture terrasse. Bâtiment de conception moderne représentant symboliquement une écluse.

Rez-de-chaussée : vaste hall d'exposition, accueil avec guichet, trois bureaux, coin cuisine, wc homme/femme, douche, à l'étage 4 bureaux et une salle de réunion.

Chauffage électrique par radiateurs indépendants.

Surface totale estimée à 294m2.

Cet ensemble immobilier est édifié sur une parcelle de terrain cadastrée :

Préfixe	Section	Numéro	Lieudit	Contenance
-	ZE	50	Zone d'activités du Bois de Seigne	10a 18ca
-	ZE	53	Zone d'activités du Bois de Seigne	29a 99ca

Contenance totale : 40a 17ca .

Etat d'occupation

Le MANDANT déclare que les biens à vendre seront libres de tout titre locatif ou occupation au jour du transfert de jouissance.

Prix de vente - Honoraires du mandataire

1. Prix de vente des biens

Les biens devront être présentés au **prix de soixante et onze mille sept cents euros (71700 €).**

Le prix sera réglé comptant au plus tard le jour de la signature de l'acte définitif de vente.

Le prix de mise en vente des biens a été fixé par le MANDANT après avoir pris connaissance de l'estimation qui en a été faite par le MANDATAIRE à partir des connaissances que ce dernier a du marché immobilier local et des prix pratiqués pour des biens présentant des caractéristiques similaires.

Le prix de vente ci-dessus indiqué s'entend TTC de la TVA immobilière en vigueur à la charge du MANDANT si elle est due.

Le MANDANT est informé qu'il pourra être assujetti le cas échéant à l'impôt sur les plus-values immobilières.

2. Honoraires du MANDATAIRE

En cas de réalisation de l'opération, les honoraires du MANDATAIRE, d'un montant de **cinq mille euros TTC (5000 € TTC)**, seront supportés par l'ACQUEREUR.

Ces honoraires seront compris dans le prix de vente indiqué ci-dessus, soit un prix de vente hors honoraires de **66700 euros**.

Ces honoraires seront payés le jour de la signature de l'acte authentique de vente et le taux de TVA appliqué aux honoraires sera le taux en vigueur à la date de leur exigibilité.

En cas d'exercice d'un droit de préemption ou d'une faculté de substitution, son bénéficiaire sera subrogé dans tous les droits et obligations de l'acquéreur. A ce titre, il sera notamment tenu de régler ces honoraires si leur paiement lui incombe.

Durée du mandat

Le présent MANDAT NON EXCLUSIF, qui prendra effet le jour de sa signature, est consenti pour une durée de 12 mois au-delà de laquelle il prendra automatiquement fin.

Passé un délai de trois mois à compter de sa signature, le mandat pourra toutefois être dénoncé à tout moment par chacune des parties, à charge pour celle qui entend y mettre fin d'en aviser l'autre partie quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 78 du décret du 20 juillet 1972.

Conditions générales du mandat

Le MANDANT déclare, sous sa propre responsabilité :

- avoir la capacité juridique de disposer desdits biens et ne faire l'objet d'aucune mesure restreignant sa capacité à agir (tutelle, curatelle, etc.),
- que les biens objets du présent mandat sont librement cessibles et ne font l'objet d'aucune procédure de saisie immobilière.

Le MANDANT s'engage :

- à remettre au MANDATAIRE dans les meilleurs délais au plus tard dans les huit (8) jours de la signature du présent mandat tous les documents nécessaires à l'exécution de son mandat, notamment le titre de propriété, les diagnostics, certificats et justificatifs rendus obligatoires,
- à informer le MANDATAIRE de tous les éléments nouveaux, notamment juridiques et matériels, susceptibles de modifier les conditions de la vente,
- à répondre à toute offre d'achat transmise par le MANDATAIRE dans un délai maximum de huit (8) jours,
- s'il accepte une offre d'achat ou s'il signe tout contrat préparatoire à la vente ou s'il vend les biens sans l'intermédiaire du MANDATAIRE, à l'en informer immédiatement et à lui communiquer à première demande les coordonnées de l'Offrant ou de l'Acquéreur, le prix de la vente, les nom et adresse du notaire chargé d'établir l'acte de vente ainsi que, le cas échéant, les coordonnées de l'intermédiaire qui aura concouru à la réalisation de la vente.

Le MANDANT s'engage, en sa qualité de gardien, à prendre toutes dispositions pour assurer la bonne conservation de ses biens et à souscrire, à cette fin, toutes les assurances requises.

S'il consent un mandat de vente portant sur les biens à un autre intermédiaire, le MANDANT s'engage en outre à ce que le produit de la vente lui revenant reste identique.

Le MANDANT déclare qu'un Diagnostic de performance énergétique conforme à la réglementation applicable à compter du 1er juillet 2021 a été établi.

Le MANDANT autorise le MANDATAIRE :

- à entreprendre toutes les actions de communication qu'il jugera utiles et, dans ce cadre, à diffuser des photographies et/ou vidéos des biens à vendre,
- à réclamer auprès de toutes personnes publiques ou privées toutes les pièces justificatives concernant les biens à vendre,
- à présenter et à faire visiter le bien étant précisé et accepté par le MANDANT que le MANDATAIRE ne pourra, en aucun cas, être considéré comme le gardien juridique des biens à vendre,
- à faire appel, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, à tout concours extérieur en vue de réaliser la vente,
- à établir, le cas échéant, tout acte sous seing privé aux clauses et conditions nécessaires à l'accomplissement des présentes, la vente pouvant être assortie d'une condition suspensive d'obtention de prêt, et à recueillir la signature de l'acquéreur,
- en cas d'exercice d'un droit de préemption, à négocier avec le bénéficiaire de ce droit.

Si la vente est réalisée par son intermédiaire, le MANDANT autorise également le MANDATAIRE à apposer sur les biens un panonceau mentionnant "Vendu par" ou toute mention équivalente durant une période que le MANDATAIRE jugera suffisante et expirant au plus tard le jour de la réitération du contrat préparatoire à la vente par acte authentique.

Le MANDANT s'engage à exécuter le présent mandat de bonne foi.

Le MANDANT s'interdit :

- pendant la durée du mandat, de négocier directement ou indirectement la vente des biens ci-dessus désignés avec une personne présentée par le MANDATAIRE,
- pendant la durée du présent mandat et durant les douze (12) mois suivant sa révocation ou son expiration, de traiter, directement ou indirectement, avec une personne à qui ce bien aura été présenté par le MANDATAIRE, ou un mandataire que le MANDATAIRE se sera substitué, et dont l'identité aura été communiquée au MANDANT. Cette interdiction vise tant la personne de l'acheteur que son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs avec lequel il se porterait acquéreur, ou encore toute société dans laquelle ledit acheteur aurait la qualité d'associé.

Le MANDANT s'oblige, s'il vend les biens pendant la durée du présent mandat ou durant le délai de douze (12) mois suivant la révocation ou l'expiration du mandat, à communiquer immédiatement au MANDATAIRE la date et le prix de la vente, les nom et adresse de l'acquéreur et, le cas échéant, de l'intermédiaire qui aura permis sa conclusion, ainsi que les coordonnées du notaire rédacteur de l'acte de vente.

EN CAS DE MANQUEMENT À L'UNE OU L'AUTRE DE CES INTERDICTIONS OU OBLIGATIONS, LE MANDANT S'OBLIGE EXPRESSÉMENT ET DE MANIÈRE IRRÉVOCABLE À VERSER AU MANDATAIRE UNE SOMME ÉGALE AU MONTANT TOTAL, TVA INCLUSE, DE LA RÉMUNÉRATION PRÉVUE AUX PRÉSENTES ET CE, À TITRE D'INDEMNITÉ FORFAITAIRE ET DÉFINITIVE.

Le MANDANT accepte expressément que le MANDATAIRE lui adresse des offres d'achat par lettres recommandées électroniques avec accusé de réception aux adresses mail indiquées ci-avant et ce, conformément aux dispositions de l'article 1126 du Code civil et de l'article L.100 du Code des postes et des communications électroniques.

Il reconnaît avoir été informé que ces lettres recommandées électroniques seront envoyées par l'intermédiaire d'un tiers de confiance agréé, et qu'il existe une possibilité qu'elles soient classées par sa messagerie dans un dossier de courriers indésirables et qu'il devra donc vérifier le contenu de ce dossier sur sa messagerie.

Le MANDANT :

- reconnaît et garantit qu'il dispose de la maîtrise exclusive du compte e-mail qu'il a indiqué, notamment pour son accès régulier, la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder et la gestion des paramètres de réception et de filtrage de courriers entrants,
- s'engage à signaler immédiatement toute perte ou usage abusif de son compte e-mail,
- accepte que toute action effectuée au travers de son compte e-mail soit réputée effectuée par lui et relève de sa responsabilité exclusive pour toutes les conséquences légales et réglementaires des notifications.

Actions commerciales que le mandataire s'engage à réaliser

Le MANDATAIRE s'engage à réaliser à ses frais les actions de communication suivantes :

- Réaliser un **dossier de présentation** des biens
- Réaliser un **reportage photographique** pour valoriser la présentation des biens
- Présenter **l'annonce et la photo des biens en vitrine** pendant une durée minimale de 90 jours jours, à moins que leur vente intervienne avant
- Apposer un **panonceau sur les biens**, sous réserve que la configuration des lieux l'autorise
- Diffuser l'annonce concernant les biens sur le **site internet de l'Agence** accessible au public

- Diffuser l'annonce concernant les biens sur les **principaux sites internet immobiliers**

Reddition des comptes

Le MANDATAIRE s'engage à tenir informé le MANDANT du suivi de ses actions selon la périodicité suivante : **dès que nécessaire**.

Engagement de non-discrimination

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur qualité de lanceur d'alerte, de facilitateur ou de personne en lien avec un lanceur d'alerte au sens, de la réglementation, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Le MANDATAIRE informe le MANDANT que toute discrimination commise à l'égard d'une personne est punie pénalement.

En conséquence, les parties prennent l'engagement exprès de n'opposer à un candidat à l'acquisition des présents biens aucun refus fondé sur un motif discriminatoire.

Par ailleurs, le MANDANT s'interdit expressément de donner au MANDATAIRE des directives et consignes, verbales ou écrites, tendant à refuser la vente pour des motifs discriminatoires.

Collecte et exploitation des données personnelles

Le MANDANT est informé que les données à caractère personnel le concernant collectées par le MANDATAIRE à l'occasion des présentes feront l'objet de traitements informatiques nécessaires à leur exécution.

Ces données seront conservées pendant toute la durée de l'exécution du présent contrat, augmentée des délais légaux de prescription applicable.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, ces données pourront être transmises à des fins exclusivement techniques par le MANDATAIRE, responsable des traitements, à des prestataires informatiques assurant leur traitement, leur hébergement et leur archivage.

Le MANDANT est également informé que ces données à caractère personnel pourront être utilisées par le MANDATAIRE dans le cadre de la gestion des fichiers prospects et clients et pour les finalités associées à cette gestion, pour la réalisation d'opérations de marketing direct, pour la gestion des droits d'accès, de rectification et d'opposition, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

☒ **En cochant cette case, le MANDANT l'accepte expressément.**

Le MANDANT pourra demander au MANDATAIRE d'accéder aux données à caractère personnel le concernant, de les rectifier, de les modifier, de les supprimer, ou de s'opposer à leur exploitation en lui adressant un courriel en ce sens à immo.chateau58@gmail.com ou un courrier à l'adresse de l'Agence indiquée en tête des présentes. Toute réclamation pourra être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (www.cnil.fr).

Election du domicile

Les parties soussignées font élection de domicile chacune à leur adresse respective stipulée en tête du présent mandat.

Information du mandant

En sa qualité de consommateur, le MANDANT reconnaît avoir reçu du MANDATAIRE, avant la signature du présent mandat, toutes les informations utiles au titre de **l'obligation d'information précontractuelle**.

Le Mandant est informé qu'il peut **s'opposer à l'utilisation de ses coordonnées téléphoniques** à des fins de prospection commerciale en s'inscrivant sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site internet bloctel.gouv.fr ou par courrier à l'adresse : Worldline - Service Bloctel - CS 61311 - 41013 BLOIS CEDEX

En cas de différend, le MANDANT est enfin informé qu'il devra adresser une réclamation écrite au MANDATAIRE. Si la réponse à sa réclamation ne le satisfait pas ou en l'absence de réponse dans un délai de 30 jours, le MANDANT pourra saisir le **médiateur de la consommation** compétent inscrit sur la liste des médiateurs agréés par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation.

Nom du médiateur : Immo Mediateur

Adresse postale du médiateur : 55 Avenue Marceau 75116 PARIS

Site internet du médiateur : conso.immomediateur.com

DATE ET SIGNATURES

Fait à Moulins Engilbert et signé électroniquement par l'ensemble des Parties, chacune d'elles en conservant un exemplaire original sur un support durable garantissant l'intégrité de l'acte.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO

Certificat de signature électronique

Solution de signature électronique sécurisée conforme aux exigences du règlement 910/2014 du parlement européen et du conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS). Solution de signature électronique commercialisée par YOUSIGN certifiée conforme à la norme européennes ETSI EN 319 411-1 et inscrit sur la liste de confiance de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations.

LSTI - 10, avenue Anita Conti - 35400 SAINT-MALO - www.lsti-certification.fr

Object Identifier (O.I.D) ou Certification Policy (CP) concernés : YOUSIGN SAS - SIGNÉ CA 1.2.250.1.302.1.16.1.0 - Rue de Suède - Avenue Pierre Berthelot, 14000 CAEN

Service : Signature - **Niveau ETSI :** ETSI TS 102 042 LCP - **Module cryptographique utilisé :** HSM Bull Proteccio

Attestation de qualification et de conformité N° : 11125 - **Révision :** 1



Signatures électroniques du document et de ses 2 annexes

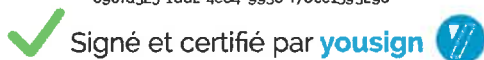
Signé le 16/07/2025 par Serge CAILLOT

Signé le 16/07/2025 par Edith DURAND

Serge CAILLOT

Edith DURAND

c5a44f6a-6agd-4ddd-9497-00dca35doead
090fd325-1dd2-4c84-9936-f78cc1593298



c5a44f6a-6agd-4ddd-9497-00dca35doead
bb682217-6cef-49ff-bff1-3c327690280a



Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



**Immobilière
du Château**

PLUS QU'UNE AGENCE, UN SERVICE

Annexe n°1

plancadastralnormalise

Département :
NIEVRE

Commune :
ALLUY

Section : ZE
Feuille : 000 ZE 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 06/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

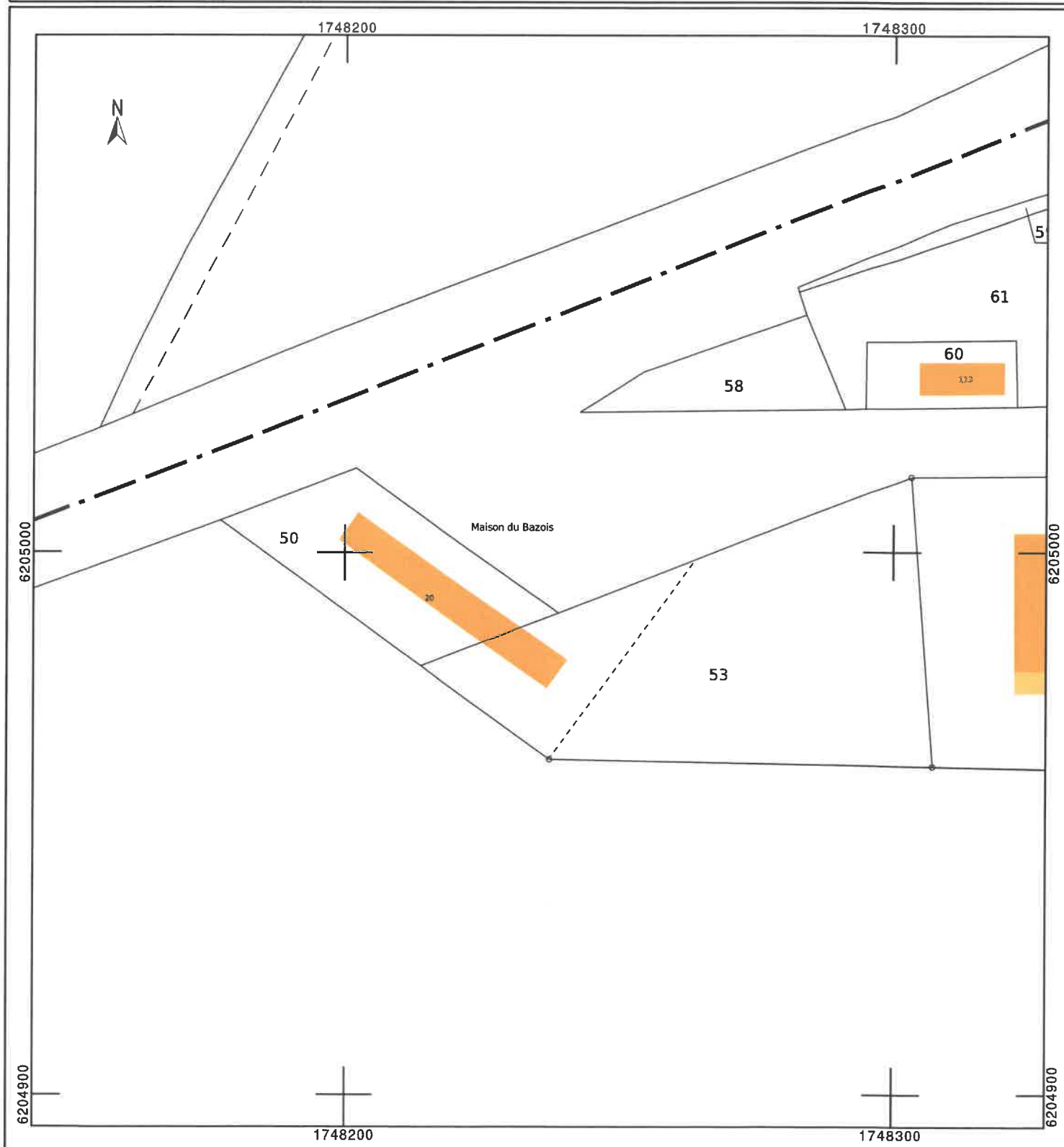
ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
CDIF NEVERS
19 Rue Camille Baynac BP 70888 58015
58015 NEVERS CEDEX
tél. 03.86.68.49.49 - fax
cdif.nevers@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO



**Immobilière
du Château**

PLUS QU'UNE AGENCE, UN SERVICE

Annexe n°2

dossier de diagnostics n2023-04-037 - communaute de
commune du bazois - la maison du bazois zone d activit du
bois de seigne 58110 alluy



CENTRE EXPERTISES

119, Avenue de Verdun
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76 – Fax : 03 86 50 20 07
contact@agendacentre.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNE
DU BAZOIS

Dossier N° 2023-04-037

Dossier de Diagnostic Technique

Vente



AMIANTE



DPE



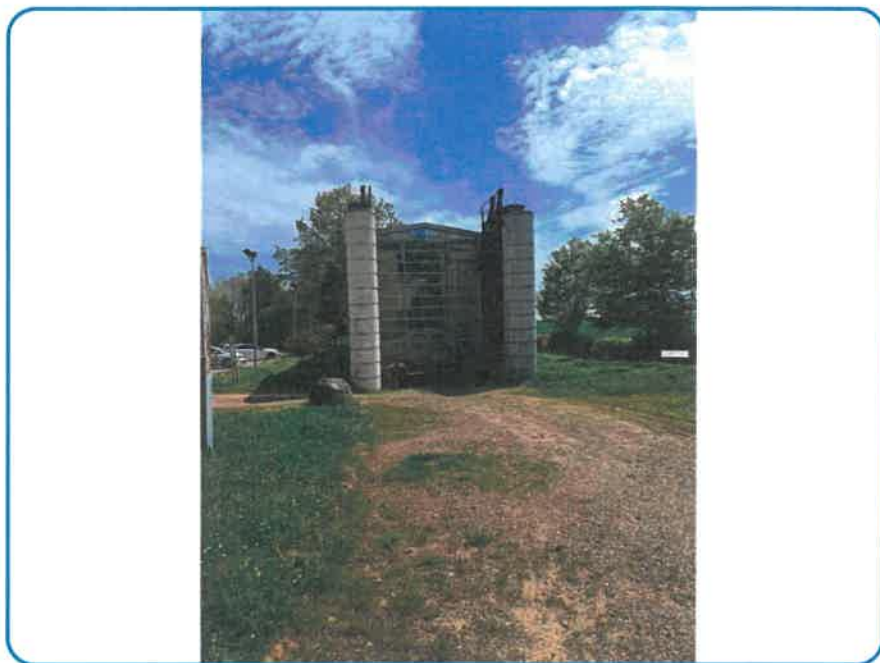
ERP

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



Adresse de l'immeuble

La Maison du Bazoïs

**Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY**

Date d'édition du dossier

01/06/2023

Donneur d'ordre

**COMMUNAUTE DE COMMUNE DU
BAZOIS**



www.agendadiagnostics.fr

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.
EURL au capital de 20.000 € - SIRET : 481 344 687 00068 - APE : 7120B





RÉGLEMENTATION

Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation – Article 46 de la Loi n°65-557 du 10 juillet 1965

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En l'absence, lors de la signature de l'acte authentique de vente, d'un de ces documents en cours de validité, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

Le dossier de diagnostic technique vente comprend les documents suivants, quel que soit le type de bâtiment :

- État mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) + (le cas échéant) Audit énergétique ⁽⁵⁾
- État relatif à la présence de termites dans le bâtiment ⁽⁶⁾
- Information sur la présence d'un risque de mэрule ⁽⁶⁾
- État des risques et pollutions (ERP)
- État du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées ⁽⁷⁾
- Certificat attestant la conformité de l'appareil de chauffage au bois aux règles d'installation et d'émission fixées par le préfet ⁽⁸⁾

Pour les locaux à usage d'habitation, il doit comporter en plus les documents suivants :

- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ⁽⁹⁾
- État de l'installation intérieure d'électricité ⁽¹⁰⁾
- État de l'installation intérieure de gaz ⁽¹⁰⁾
- État de l'installation d'assainissement non collectif ⁽¹¹⁾
- État des nuisances sonores aériennes (ENSA) ⁽¹²⁾

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO

Pour les immeubles en copropriété, il faut fournir en plus du DDT le document suivant :

- Mesurage de la superficie de la partie privative du (des) lot(s) (Carrez)

⁽¹⁾ Si immeuble dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/1997

⁽²⁾ À mettre à jour si réalisé avant le 01/01/2013

⁽³⁾ Si les locaux sont à usage autre que d'habitation, ce document est la fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA)

⁽⁴⁾ Si les locaux sont situés dans un immeuble collectif, il faut aussi fournir la fiche récapitulative du DTA des parties communes

⁽⁵⁾ Excepté en Guyane et à La Réunion, où les collectivités territoriales n'ont pas publié les arrêtés permettant la réalisation du DPE

⁽⁶⁾ Si immeuble situé dans une zone classée à risque par le préfet

⁽⁷⁾ Si immeuble situé sur un territoire dont les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine

⁽⁸⁾ Si immeuble situé dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère

⁽⁹⁾ Si immeuble construit avant le 01/01/1949

⁽¹⁰⁾ Si installation réalisée depuis plus de 15 ans

⁽¹¹⁾ Si installation non raccordée au réseau public d'eaux usées

⁽¹²⁾ Si immeuble situé dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aéroports

Retrouvez toute la réglementation sur notre site internet : www.agendadiagnostics.fr



Nos services de confiance

DIAG MAG

Un magazine gratuit d'informations sur les pathologies du diagnostic



DIAG PAY

Paiement direct en ligne



DIAG ZEN

Des questions sur votre rapport ? SAV postdiagnostic pour vous accompagner



DIAG ASSIST

Quel diagnostic, pour quel bien ? Téléchargez l'appli Diag Assist !



N'hésitez pas à cliquer sur les QR codes contenus dans les rapports

Note de synthèse



Adresse de l'immeuble
La Maison du Bazois
Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY

Date d'édition du dossier
01/06/2023
Donneur d'ordre
**COMMUNAUTE DE COMMUNE
DU BAZOIS**

Réf. cadastrale
ZE / 50-53
N° lot
Sans objet

Descriptif du bien : Local Commercial ou Bureau

Les renseignements ci-dessous utilisés seuls ne sauraient engager la responsabilité du Cabinet AGENDA, et en aucun cas ne peuvent se substituer aux rapports de diagnostics originaux. La note de synthèse ne dispense pas de la lecture attentive de ces rapports.



AMIANTE

Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante

Les obligations réglementaires prévues aux articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12/12/2012 : il existe des locaux et/ou composants qui n'ont pu être inspectés.

Limite de validité :
Aucune (obligations réglementaires à vérifier)



DPE

Etiquette vierge



Limite de validité :
31/05/2033



ERP

Plan de prévention des risques : Aucun – Sismicité : 1 (très faible) – Secteur d'information sur les sols : Non – Potentiel radon niveau 3 : Non

Limite de validité :
30/11/2023

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante Listes A & B

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : **La Maison du Bazois
Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY**

Référence cadastrale : **ZE / 50-53**

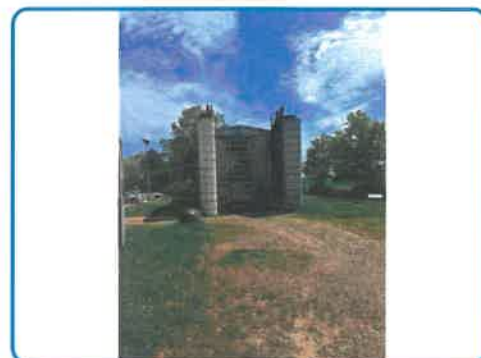
Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Nature de l'immeuble : **Local Commercial ou Bureau**

Étendue de la prestation : **Parties Privatives**

Destination des locaux : **Commerce**

Date permis de construire : **Non communiquée**



DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : **COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS – Maison du Bazois 58110 ALLUY**

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Opérateur de repérage : **Vaea Malfatti**
Certification n°C3645 délivrée le 18/11/2022 pour 7 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)

Cabinet de diagnostics : **CENTRE EXPERTISES**
119, Avenue de Verdun – 58300 DECIZE
N° SIRET : **481 344 687 00068**

Compagnie d'assurance : **AXA** N° de police : **10755853504** Validité : **01/01/2023 AU 31/12/2023**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier :	2023-04-037 #A
Ordre de mission du :	04/05/2023 L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.
Accompagnateur(s) :	Pas d'accompagnateur
Document(s) fourni(s) :	Aucun
Moyens mis à disposition :	Aucun
Laboratoire(s) d'analyses :	Sans objet
Commentaires :	Néant

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 du Code de la Santé Publique : Lutte contre la présence d'amiante
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Article R1334-14 du Code de la Santé Publique : Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique : Obligations des propriétaires de tout ou partie d'immeubles bâtis en matière de repérage
- Articles R1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique : Établissement des repérages et rapports de repérage
- Articles R1334-23 et R1334-24 du Code de la Santé Publique : Compétences des personnes et des organismes qui effectuent les repérages, les mesures d'empoussièrement et les analyses des matériaux et produits
- Articles R1334-26 à R1334-29-2 du Code de la Santé Publique : Obligations issues des résultats des repérages
- Article R1334-29-7 du Code de la Santé Publique : Constitution et communication des documents et informations relatifs à la présence d'amiante
- Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Programmes de repérage de l'amiante
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU REPÉRAGE

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple).

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

CONCLUSION

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.**

Les obligations réglementaires prévues aux articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12/12/2012 :

- Des moyens d'accès doivent être mis à disposition par le donneur d'ordre : locaux ou parties de locaux non visités

Locaux ou parties de locaux non visités

LOCALISATION	Justification	Photo
Local Commercial RDC Bureau 2	Non accessible, porte fermé à clé le jour de la visite	
Local Commercial RDC Toilettes	Non accessible, porte condamné	
Local Commercial RDC Salle d'eau + wc 2	Non accessible, porte condamné	
Local Commercial Extérieur Toiture	Toiture non accessible, pas de moyen sécurisé pour y accéder.	

Avertissement : pour satisfaire aux obligations réglementaires, il y a lieu de réaliser des investigations complémentaires afin que tous les locaux concernés par la présente mission soient entièrement visités.

Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés

Néant

DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

Visite effectuée le **04/05/2023**

Rapport rédigé à **DECIZE**, le **01/06/2023**

Opérateur de repérage : **Vaea Malfatti**

Durée de validité : **Non définie par la réglementation**

Signature de l'opérateur de repérage



Cachet de l'entreprise



CENTRE EXPERTISES

119, Avenue de Verdun
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce repérage, basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, peut être utilisé pour la vente du bien, la constitution et la mise à jour du dossier technique amiante (DTA) et du dossier amiante parties privatives (DA-PP).

Attention ! Avant tous travaux ou démolition, ce repérage doit être complété : contactez-nous pour plus d'informations.

CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE

Programme de repérage réglementaire

Il s'agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s'agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent ci-après au chapitre « Résultats détaillés du repérage ».

ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE A

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE B

Composant de la construction	Partie du composant
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiantement) et entourages de poteaux (carton, amiantement, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Éléments extérieurs	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiantement : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

Modes opératoires

Nous tenons à votre disposition nos modes opératoires pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces modes opératoires décrivent la méthodologie propre à nos interventions. Ils permettent notamment de limiter la propagation de fibres d'amiante lors des sondages et prélèvements.

Conditions d'inaccessibilité

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiantement inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

Constatactions diverses

Néant

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

Ces résultats sont présentés sous 2 formes :

- « Locaux visités & matériaux et produits repérés » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés par local visité, qu'ils contiennent de l'amiante ou pas ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique et une désignation en langage courant ;
- « Matériaux et produits contenant de l'amiante » et « Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante » :
 - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés selon le fait qu'ils contiennent ou pas de l'amiante, indépendamment du local où ils se trouvent ;
 - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique (le même que précédemment, ce qui permet de faire le lien entre les 2 types de présentation des résultats) et leur libellé réglementaire (composant / partie du composant) ;






Envoyé en préfecture le 21/07/2025
 Reçu en préfecture le 22/07/2025
 Publié le
 ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



- Le critère ayant permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante y est précisé :
- Sur décision de l'opérateur : Document consulté (information documentaire sur le matériau ou produit, facture de fourniture et pose du matériau ou produit), Marquage du matériau ou produit, Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, Jugement personnel de l'opérateur (uniquement pour les matériaux et produits de la Liste B) ;
 - Après analyse : Prélèvement d'un échantillon de matériau ou produit et analyse par un laboratoire accrédité.

Enfin, la **légende** ci-dessous permet d'explicitier la terminologie et les pictogrammes utilisés dans les tableaux de résultats.

Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés

CARACTÉRISTIQUE	Identifiant	Commentaire
Élément de construction	N°	Numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa désignation courante et son libellé réglementaire
	Désignation	Description courante de l'élément de construction
	Composant / Partie du composant	Description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage')
Sondages et prélèvements		Prélèvement (P1 : référence du prélèvement) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Sondage : le recensement des sondages n'a pas vocation à être exhaustif D1 : référence de la décision opérateur ZPSO : zone présentant des similitudes d'ouvrage (se réfère à un prélèvement ou une décision de l'opérateur sur un matériau ou produit de même nature : ce prélèvement ou cette décision de l'opérateur est l'élément témoin de référence de la ZPSO) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Présence d'amiante
		Prélèvement en attente de résultat d'analyse
	ZH	Zone homogène : partie d'une ZPSO ayant les mêmes caractéristiques en matière de protection du matériau ou produit, d'état de dégradation, d'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, d'usage des locaux
Paroi	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
	SO	Sol
	PL	Plafond
État de conservation (EC)	1, 2 ou 3	Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation
Justification		Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante
Préconisation	Recommandations de gestion	EP Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
		AC1 Action corrective de 1 ^{er} niveau (arrêté du 12/12/2012)
		AC2 Action corrective de 2 nd niveau (arrêté du 12/12/2012)
	Obligations réglementaires	EVP Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		SNE Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		TCR Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Locaux visités & matériaux et produits repérés

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras (avec pictogrammes 'a' et prélèvements/sondages en rouge) correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes. Les autres lignes d'éléments de construction correspondent à des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes, ou n'entrant pas dans le cadre de cette mission.

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Local Commercial RDC Salle de vente	1	Plafond Acier		
	2	Mur Panneaux bois		

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Local Commercial RDC Bureau 1	3	Sol Dalle béton		
	4	Plafond Crépi Peinture		
	5	Mur Placoplâtre Peinture		
	6	Sol Linoleum collé		
Local Commercial RDC Couloir n°1	7	Plafond Panneaux bois		
	8	Mur Placoplâtre Papier-Peint		
	9	Sol Linoleum		
Local Commercial RDC Bureau 3	10	Plafond Panneaux bois		
	11	Mur Placoplâtre Papier-Peint		
	12	Sol Linoleum		
Local Commercial RDC Salle d'eau + wc	13	Mur Panneaux bois		
	14	Plafond Plâtre Peinture		
	15	Mur Faïence		
Local Commercial RDC Couloir n°2	16	Sol Carrelage		
	17	Plafond Panneaux bois		
	18	Mur Enduit ciment		
Local Commercial 1er étage Palier 1er	19	Sol Dalle béton		
	21	Toiture Tôles plastique		
	22	Mur Panneaux bois		
Local Commercial 1er étage Bureau n°7	23	Sol Linoleum collé		
	24	Plafond Plâtre Peinture		
	25	Mur Placoplâtre Peinture		
Local Commercial 1er étage Couloir	26	Mur Panneaux bois		
	27	Sol Linoleum collé		
	28	Plafond Panneaux bois		
Local Commercial 1er étage Bureau n°6	29	Mur Panneaux bois		
	30	Mur Placoplâtre Peinture		
	31	Sol Linoleum collé		
Local Commercial 1er étage Bureau n°5	32	Plafond Bacs acier Peinture		
	33	Mur Placoplâtre Peinture		
	34	Sol Linoleum collé		
Local Commercial 1er étage Bureau n°4	35	Plafond Bacs acier Peinture		
	36	Mur Placoplâtre Peinture		
	37	Sol Linoleum collé		
Local Commercial 1er étage Salle de reunion	41	Mur Panneaux bois		
	38	Plafond Bacs acier Peinture		
	39	Mur Placoplâtre Peinture		
	40	Sol Linoleum collé		
	42	Mur Panneaux bois		
	43	Plafond Bacs acier Peinture		
	44	Mur Placoplâtre Peinture		
	45	Mur Panneaux bois		
	46	Sol Moquette collée		

Matériaux et produits contenant de l'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

Néant

APRÈS ANALYSE

Néant

Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits non amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

Néant

APRÈS ANALYSE

Néant

ANNEXES

Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org.

Rapports précédemment réalisés

Néant

Plans et croquis

■ Planche 1/1 : Local Commercial - RDC







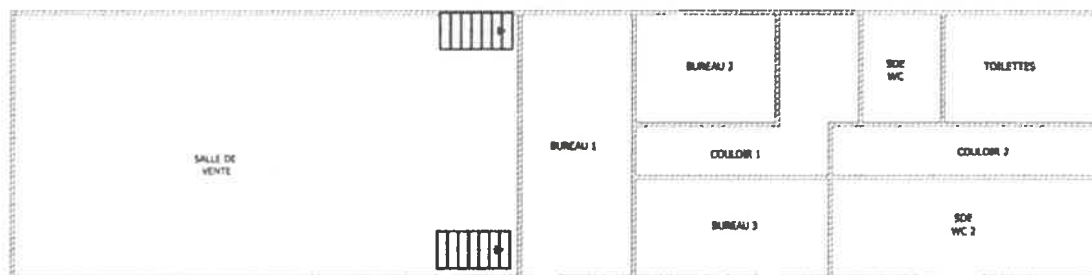
Légende				
	Zone amiantée		Zone non amiantée	 Zone incertaine, en attente de résultats d'analyse
	Local non visité		Investigation approfondie à réaliser	 Emplacement du prélèvement (P) ou du sondage (D ou ZPSO)

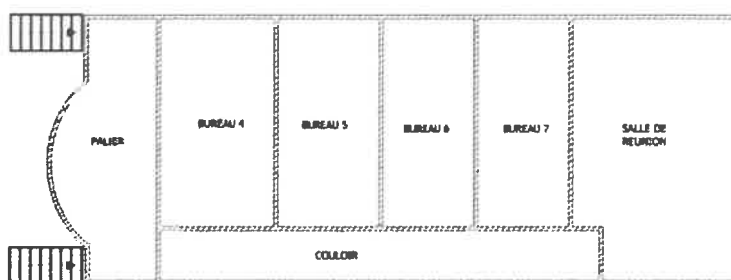
PLANCHE DE REPERAGE USUEL				<i>Adresse de l'immeuble :</i> La Maison du Bazois Zone d'activité du Bois de Seigne 58110 ALLUY
<i>N° dossier :</i> 2023-04-037 #A				
<i>N° planche :</i> 1/1		<i>Version :</i> 1	<i>Type :</i> Croquis	
<i>Origine du plan :</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau :</i> Local Commercial – RDC

Document sans échelle remis à titre indicatif

REZ DE CHAUSSEE



1ER ETAGE



Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CHIEF D'ENTREPRISE

ATTESTATION

ASA France IMMO, atteste que :

ELITE CENTRE EXPERTISES
Monsieur LOIC PEYRICHOUT
115 Avenue de Verdun
58300 DECIZE

Bénéficiaire du contrat n° 18758353508 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exécution des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations dérivées par l'ordonnance n° 2005 - 656 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1134 du 9 septembre 2006, émis au titre de l'article R 271-1 à R 271-6 et L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subordonnés ;
- Garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personnel physique ou que les compétences de ses collaborateurs soient validées par des organismes de certification reconnus, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

- Régler les A et B, consommation de DAPP et de DPA, Abandon périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage des A, repérage avant travaux immobiliers, examen visuel après travaux de rénovation et produits contenant de l'amiante, dans tous types de bâtiments et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de plein ciel (bâtiment AVEC mention)
- Diagnostic gestion des déchets (P140)
- Contrat de risque d'explosion au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
- Repérage de plomb avant travaux
- Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux
- Réalisation des attestations de suivi en cas de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
- Carnet et étude de rénovation énergétique mais mise en œuvre des personnalisations
- Mesurage loi Carrez
- Mesurage surface habitable - Balais de surfaces
- Plans et croquis à l'occasion de toute activité de conception
- Niveau de bruit pour la réalisation de plans d'isolation et constat visuel de présence ou non de sources courtes-ondes dans les immeubles d'habitation
- Fiche de renseignements immobilière PERVAL / BNC
- Etat des lieux locatif
- Contrat logement décent
- Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Monteur d'habitat
- Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations
- Installation de détecteurs de fumée
- Diagnostic électrique
- Diagnostic de performance acoustique
- Attestation d'expansion des lampes à incandescence au phénomène de mouvement de terrain différentiel
- Etat des nuisances sonores extérieures (ETSA)
- Etat des risques et pollutions (ERP)
- Contrat sécurité piscine
- Mécanisme de copropriété, tensions de charges
- Diagnostic Technique Global (DTG)
- Assainissement autonome
- Assainissement collectif
- Relevés topographiques (en dehors de l'activité réglementée de géomètre expert)

Garantie RC Professionnelle : 5 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Elle vaut en tant que telle pour les assurés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être soumise conformément à la législation locale auprès d'un assureur agréé dans le pays concerné.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31^{er} janvier 2026, sous réserve du paiement de la prime et des paiements de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances et le contrat.

Etabli à PARIS LA DEFENSE, le 26 décembre 2022, pour la Société ASA

ASA France IMMO SA
Siège social : 115, Avenue de Verdun - 58300 DECIZE
115, Avenue de Verdun - 58300 DECIZE
Tél : 03 86 90 25 76
Fax : 03 86 90 25 77
SIRET 481 344 687 - N° SIRET 481 344 687
N° SIRET 481 344 687 - N° SIRET 481 344 687

Certifications

Certificat N° C3645

Moderne Vieux MALPATT

Certifié dans le cadre du processus de certification PPM4 et / ou PPM8 accessible sur www.qualexpert.com conformément à l'ordonnance 2885-626 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2886-1114 du 09 septembre 2008.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Contrat de risque d'explosion au plomb	Certificat valable Du 18/11/2023 au 18/11/2025	Arrêté du 24 décembre 2021 déclinant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Amiante sans mention	Certificat valable Du 18/11/2023 au 17/11/2025	Arrêté du 24 décembre 2021 déclinant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 18/11/2023 au 17/11/2025	Arrêté du 24 décembre 2021 déclinant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le mercredi 15 février 2023

Marjolaine ALBERT
Directrice Administrative

PLO

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.
Pour une utilisation appropriée de ce document, le porteur des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site Internet de LCC QUALIXPERT www.qualixpert.com

PM Certification de compétence version 11 010.35

LCC 2, rue Louis PASTEUR
91000 EVRY-COURCOURONNES
Tél : 01 69 27 01 13 - Fax : 01 69 27 01 14

Attestation d'indépendance

« Je soussigné LOIC PEYRICHOUT, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

CENTRE EXPERTISES - AGENDA
115, avenue de Verdun - 58300 DECIZE
Tél. 03 86 90 25 76
Fax 03 86 90 25 77
SIRET 481 344 687 - N° SIRET 481 344 687
N° SIRET 481 344 687 - N° SIRET 481 344 687

Diagnostic de performance énergétique (DPE)

Bâtiment à usage principal autre que d'habitation (6.3.a)

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : **La Maison du Bazois**
Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY

Référence cadastrale : **ZE / 50-53**

Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Nature de l'immeuble : **Local Commercial ou Bureau**

Étendue de la prestation : **Parties Privatives**

Destination des locaux : **Commerce**

Année de construction : **Non communiquée**



DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : **COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS – Maison du Bazois 58110 ALLUY**

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

- ☒ Propriétaire de l'immeuble
☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : **Denys UNISSART**
Certification n°C3464 délivrée le 07/10/2021 pour 5 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES) ☒ Avec mention

Cabinet de diagnostics : **CENTRE EXPERTISES**
119, Avenue de Verdun – 58300 DECIZE
N° SIRET : **481 344 687 00068**

Compagnie d'assurance : **AXA** N° de police : **10755853504** Validité : **01/01/2023 AU 31/12/2023**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025
Reçu en préfecture le 22/07/2025
Publié le
ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO



RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier :	2023-04-037 #D
Ordre de mission du :	04/05/2023 L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.
Accompagnateur(s) :	Pas d'accompagnateur
Document(s) fourni(s) :	Aucun
Moyens mis à disposition :	Aucun
Commentaires :	Néant

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Article L126-23 du Code de la Construction et de l'Habitation : Informations et diagnostics divers
- Articles L126-26, L126-26-1, L126-28, L126-29, L126-32, L126-33, R126-15 à R126-17, D126-19 et R126-29 du Code de la Construction et de l'Habitation : Diagnostic de performance énergétique
- Articles R126-21 à R126-25 du Code de la Construction et de l'Habitation : Mention des informations dans les annonces immobilières
- Articles R126-26 et R126-27 du Code de la Construction et de l'Habitation : Transmission et exploitation des diagnostics de performance énergétique
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Arrêté du 15 septembre 2006 modifié relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiment autres que d'habitation existants proposés à la vente en France métropolitaine

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic de performance énergétique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment est un document qui rend compte, pour ceux à usage principal d'habitation construits avant le 1^{er} janvier 1948, pour les appartements avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel, ainsi que pour ceux à usage principal autre que d'habitation, de la quantité d'énergie effectivement consommée, et fournit une classification en fonction de valeurs de référence afin que les consommateurs puissent comparer et évaluer sa performance énergétique. Il est accompagné de recommandations destinées à améliorer cette performance.

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, le propriétaire doit tenir le diagnostic de performance énergétique à la disposition de tout candidat acquéreur. L'acquéreur ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique qui n'a qu'une valeur informative. D'autre part, le classement du bien au regard de sa performance énergétique doit être mentionné dans les annonces relatives à la vente.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Une information au service de la lutte contre l'effet de serre

(6.3.a) Bureaux, services administratifs, enseignement

N° ADEME : 2358T1804795C

Valable jusqu'au : 31/05/2033

Le cas échéant, nature de l'ERP : W : Administrations, banques, bureaux

Année de construction : Avant 1948

Date de visite : 01/06/2023

Date d'édition : 01/06/2023

Diagnostiqueur : Denys UNISSART –
03 86 50 25 76 – CENTRE EXPERTISES

119, Avenue de Verdun 58300

DECIZE

Signature :

Adresse : La Maison du Bazois Zone d'activité du Bois de Seigne – 58110 ALLUY

☒ Bâtiment entier ☐ Partie de bâtiment (à préciser) :

S_{th} : 413 m²

Propriétaire :

Nom : COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS

Adresse : Maison du Bazois – 58110 ALLUY

Gestionnaire (s'il y a lieu) :

Nom :

Adresse :

Consommations annuelles d'énergie

Période de relevés de consommations considérée :

USAGES	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par usage en kWh _{EF}	Détail par usage en kWh _{EP}	
Éclairage	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Bureautique	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Chauffage	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Eau chaude sanitaire	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Refroidissement	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Ascenseur(s)	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Autres usages	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Prod. élec. à demeure	kWh _{EF}	kWh _{EP}	€ TTC
Abonnements			€ TTC
TOTAL		kWh _{EP}	€ TTC

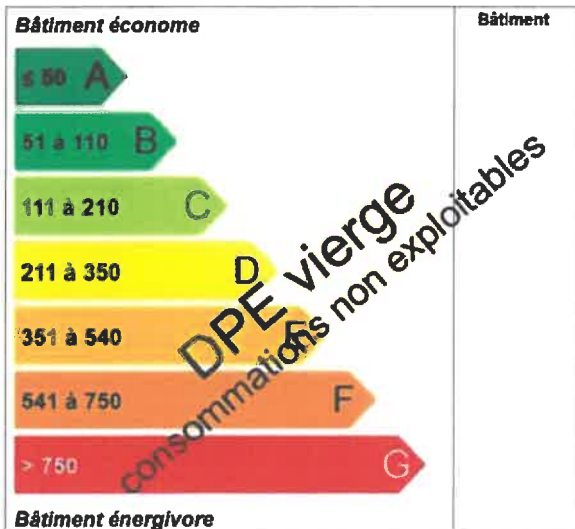
RELEVÉS DE CONSOMMATION NON DISPONIBLES OU NON EXPLOITABLES

Consommations énergétiques

(en énergie primaire)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages, déduction faite de la production d'électricité à demeure

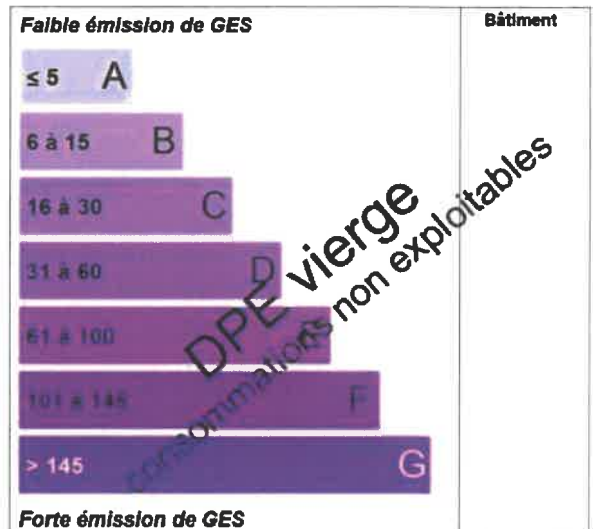
Consommation estimée : kWh_{EP}/m².an



Émissions de gaz à effet de serre (GES)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages

Estimation des émissions : kg éqCO₂/m².an





DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (6.3.a)

Descriptif du bâtiment (ou de la partie de bâtiment) et de ses équipements

Bâtiment	Chauffage et refroidissement	ECS, éclairage, ventilation
Murs : - Mur en béton banché d'épaisseur 22,5 cm non isolé donnant sur l'extérieur	Système de chauffage : - Panneau rayonnant électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel) - Radiateur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel) - Plancher rayonnant électrique sans régulation terminale (système individuel)	Système de production d'ECS : - Chauffe eau électrique instantané
Toiture : - Plafond en bac acier non isolé donnant sur l'extérieur (terrasse)	Système de refroidissement : Néant.	Système d'éclairage : Néant.
Menuiseries ou parois vitrées : - Fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques simple vitrage - Fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques double vitrage - Portes-fenêtres fixes métal sans rupture de ponts thermiques double vitrage - Porte(s) métal opaque pleine		Système de ventilation : - VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000
Plancher bas : - Dalle béton non isolée donnant sur un terre-plein	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non	
Nombre d'occupants : NC	Autres équipements consommant de l'énergie : Néant.	
Énergies renouvelables Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant.	Quantité d'énergie d'origine renouvelable :	0 kWh_{EP}/m².an

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur.
- Pour comparer différents locaux entre eux.
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Factures et performance énergétique

La consommation est estimée sur la base de factures d'énergie et des relevés de compteurs d'énergie. La consommation ci-dessus traduit un niveau de consommation constaté. Ces niveaux de consommation peuvent varier de manière importante suivant la qualité du bâtiment, les équipements installés et le mode de gestion et d'utilisation adoptés sur la période de mesure.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie utilisée dans le bâtiment (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour en disposer, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle utilisée en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du bien.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produites par les équipements installés à demeure (sur le bâtiment ou à proximité immédiate).

Commentaires

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE





DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (6.3.a)

Conseils pour un bon usage

La gestion des intermittences constitue un enjeu capital dans ce bâtiment : les principaux conseils portent sur la gestion des interruptions ou des ralentis des systèmes pour tous les usages (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage ou autres).

Gestionnaire énergie

- Mettre en place une planification énergétique adaptée à l'établissement.

Chauffage

- Vérifier la programmation hebdomadaire jour/nuit et celle du week-end.
- Vérifier la température intérieure de consigne en période d'occupation et en période d'inoccupation.
- Réguler les pompes de circulation de chauffage : asservissement à la régulation du chauffage, arrêt en dehors des relances.

Ventilation

- Si le bâtiment possède une ventilation mécanique, la programmer de manière à l'arrêter ou la ralentir en période d'inoccupation.

Eau chaude sanitaire

- Arrêter les chauffe-eaux pendant les périodes d'inoccupation.
- Changer la robinetterie traditionnelle au profit de mitigeurs.

Confort d'été

- Installer des occultations mobiles sur les fenêtres ou les parois vitrées s'il n'en existe pas.

Éclairage

- Profiter au maximum de l'éclairage naturel. Éviter d'installer les salles de réunion en second jour ou dans des locaux sans fenêtre.
- Remplacer les lampes à incandescence par des lampes basse consommation
- Installer des minuteurs et/ou des détecteurs de présence, notamment dans les circulations et dans les sanitaires.
- Optimiser le pilotage de l'éclairage avec par exemple une extinction automatique des locaux la nuit avec possibilité de relance.

Bureautique

- Opter pour la mise en veille automatique des écrans d'ordinateurs et pour le mode économie d'énergie des écrans lors d'une inactivité prolongée (extinction de l'écran et non écran de veille).

- Veiller à l'extinction totale des appareils de bureautique (imprimantes, photocopieurs) en période de non utilisation (la nuit par exemple) ; ils consomment beaucoup d'électricité en mode veille.

- Opter pour le regroupement des moyens d'impression (imprimantes centralisées par étage) ; les petites imprimantes individuelles sont très consommatrices.

Sensibilisation des occupants et du personnel

- Sensibiliser le personnel à la détection de fuites d'eau afin de les signaler rapidement.
- Veiller au nettoyage régulier des lampes et des luminaires, et à leur remplacement en cas de dysfonctionnement.
- Veiller à éteindre l'éclairage dans les pièces inoccupées, ainsi que le midi et le soir en quittant les locaux.
- Sensibiliser les utilisateurs de petit électroménager : extinction des appareils après usage (bouilloires, cafetières), dégivrage régulier des frigos, priorité aux appareils de classe A ou supérieure.
- En été, utiliser les occultations (stores, volets) pour limiter les apports solaires dans les bureaux ou les salles de classe.

Compléments

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE





DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (6.3.a)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire les consommations d'énergie du bâtiment ou de la partie de bâtiment.

MESURES D'AMÉLIORATION	Commentaires
------------------------	--------------

Commentaires

Néant

Référence du logiciel DPE : **LICIEL Diagnostics v4**

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr : rubrique performance énergétique

www.ademe.fr

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



État des risques et pollutions (ERP)

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : **La Maison du Bazois**
Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY

Référence cadastrale : **ZE / 50-53**

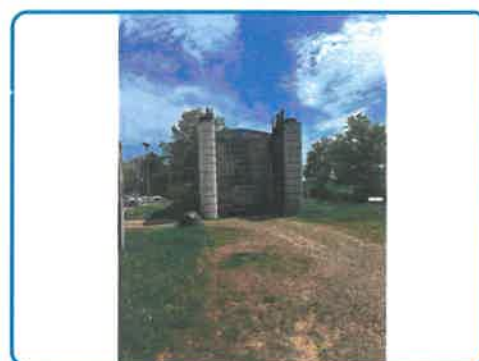
Lot(s) de copropriété : **Sans objet** N° étage : **Sans objet**

Nature de l'immeuble : **Local Commercial ou Bureau**

Destination des locaux : **Commerce**

Date de construction : **Non communiquée**

Contexte de la mission : ☒ **Avant vente** ☐ **Avant mise en location**



DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : **COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS**

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

☒ Propriétaire de l'immeuble

☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Cabinet de diagnostics : **CENTRE EXPERTISES**
119, Avenue de Verdun – 58300 DECIZE
N° SIRET : 481 344 687 00068

Compagnie d'assurance : **AXA** N° de police : **10755853504** Validité : **01/01/2023 AU 31/12/2023**

RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : **2023-04-037 #R**

Ordre de mission du : **04/05/2023**

Document(s) fourni(s) : **Aucun**

Commentaires : **Néant**

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L125-5 à L125-7 du Code de l'Environnement : Information et participation des citoyens > Dispositions générales
- Articles R125-23 à R125-27 du Code de l'Environnement : Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols
- Articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'Environnement : Prévention du risque sismique
- Article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique



- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Arrêté du 13 octobre 2005 modifié portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques
- Arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans une zone couverte par un plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles, technologiques ou miniers, prescrit ou approuvé, ou dans une zone de sismicité de niveau supérieur à 1 (très faible), ou encore dans une zone à potentiel radon de niveau 3, ou encore dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. À cet effet, un état des risques et pollutions (ERP) est établi à partir des informations mises à disposition par le Préfet.

De plus, lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé.

Attention !

- S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état ;
- Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS (ERP)

Plan de prévention des risques : ☐ PPRN ☐ PPRM ☐ PPRT ☒ Aucun

Sismicité : ☒ 1 (très faible) ☐ 2 (faible) ☐ 3 (modérée) ☐ 4 (moyenne) ☐ 5 (forte)

Secteur d'information sur les sols : ☐ Oui ☒ Non

Commune à potentiel radon classée en niveau 3 : ☐ Oui ☒ Non

Recul du trait de côte : ☒ Non concerné ☐ Concerné

DATE D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

État rédigé à DECIZE, le 01/06/2023

Durée de validité : Six mois, jusqu'au 30/11/2023

Cachet de l'entreprise



CENTRE EXPERTISES

119, Avenue de Verdun
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état. Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2015-P-689 du 17 JUIN 2015 mis à jour le

Adresse de l'immeuble code postal ou Insee commune

La Maison du Bazois Zone d'activité du Bois de Seigne 58110 ALLUY

Parcelle(s) ZE / 50-53

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

☒ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N ¹ oui ☐ non ☒

prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations ☐ autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui ☐ non ☒

² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

☒ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N ¹ oui ☐ non ☒

prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations ☐ autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui ☐ non ☒

² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M ³ oui ☐ non ☒

prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

³ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
mouvement de terrain ☐ autres

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM ⁴ oui ☐ non ☒

⁴ Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé ⁵ oui ☐ non ☒

⁵ Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui ☐ non ☒

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui ☐ non ☒

> L'immeuble est situé en zone de prescription ⁶ oui ☐ non ☒

⁶ Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

⁵ Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

- > L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en
- | | | | | |
|--|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| zone 1 <input checked="" type="checkbox"/> | zone 2 <input type="checkbox"/> | zone 3 <input type="checkbox"/> | zone 4 <input type="checkbox"/> | zone 5 <input type="checkbox"/> |
| très faible | faible | modérée | moyenne | forte |

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

- > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 oui ☐ non ☒

Information relative à la pollution de sols

- > Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui ☐ non ☒

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

* catastrophe naturelle minière ou technologique

- > L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui ☐ non ☐

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

PREFECTURE DE LA NIEVRE
GEORISQUES
PREFECTURE DE LA NIEVRE / GEORISQUES
PREFECTURE DE LA NIEVRE / GEORISQUES

Recalcul du trait de côte

Les pouvoirs publics n'ayant pas mis à jour en conséquence ce formulaire d'État des risques et pollutions, nous reportons ici l'information sur le recul du trait de côte.

- > L'immeuble est concerné par le recul du trait de côte : oui ☐ non ☒
- Si oui : horizon temporel : 0 ans zonage provisoire : oui ☐ non ☐
- immeuble soumis aux dispositions de l'article L121-22-5 du Code de l'Urbanisme : oui ☐ non ☐
- prescriptions applicables à cette zone :

vendeur / bailleur

date / lieu

acquéreur / locataire

COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS

Fait le 01/06/2023

à DECIZE

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet www.georisques.gouv.fr



ARRETE PREFECTORAL



PREFET DE LA NIÈVRE

PREFECTURE
CABINET DU PREFET
SERVICE INTERMINISTÉRIEL
DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILES
Tél : 03.86.60.70.23

N° 2015-P- 689

ARRÊTÉ

Modifiant l'arrêté préfectoral n° 2015-019-0002 du 19 janvier 2015 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques et sismique ainsi que sur les sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques dans le département de la Nièvre

LE PREFET DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5, R 125-23 à R 125-27 et R 563-4 et D 563-8-1 ;

Vu l'article L 174-5 du nouveau code minier ;

Considérant l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 portant approbation du plan de prévention du risque inondation de la rivière "Alène" – commune de Luzuy ;

Considérant l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 portant approbation du plan de prévention du risque inondation de la rivière "Aron et ses affluents" – communes de Cercy-La-Tour et Verneuil ;

Considérant l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 portant approbation du plan de prévention des risques naturels cavités souterraines – commune de Oudan ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet du préfet de la Nièvre ;

A R R Ê T É

Article 1^{er} : L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-019-0002 du 19 janvier 2015 qui fixe la liste des communes où s'applique l'obligation d'information sur les risques prévue au I et II de l'article L 125-5 du code de l'environnement, est modifiée pour prendre en compte l'approbation des plans de prévention des risques sur les communes de Cercy-La-Tour, Luzuy, Oudan et Verneuil.

Cette liste est annexée au présent arrêté.

40, rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX
site internet : www.nievre.gouv.fr
tél : 03 86 60 70 80

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

Article 2 : Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques et sismique dans les communes visées à l'article 1^{er} sont consignés dans un dossier communal d'informations.

Chaque dossier communal ainsi que les documents de référence sont librement consultables dans les mairies concernées, en préfecture ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Nièvre, www.nievre.gouv.fr, rubrique "information des acquéreurs et locataires".

Article 3 : L'obligation d'information sur les sinistres, prévue au IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement, s'applique pour les arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique dont la liste est consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Nièvre, www.nievre.gouv.fr, rubrique information des acquéreurs et locataires.

Article 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à la chambre départementale des notaires de la Nièvre.

Article 5 : Le présent arrêté est adressé aux maires concernés puis affiché en mairie. Le présent arrêté est accessible sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Nièvre, www.nievre.gouv.fr rubrique "information des acquéreurs et locataires".

Article 6 : La liste des communes et les dossiers communaux d'informations sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article R 125-25 du code de l'environnement.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, le directeur des services du cabinet, le directeur départemental des territoires et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Nevers, le 17 JUIN 2015

Le Préfet


Le Préfet
Jean-Pierre CONDEMINÉ

ANNEXE 1

MAJ : Juin 2015

Liste des communes où s'applique l'obligation d'information sur les risques naturels technologiques et sismiques (article L. 125-5 du code de l'environnement)

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

INSEE	Commune	P.P.R.N.	Prescrit	Approuvé	Modifié	P.P.R.T.	Prescrit	Approuvé	P.P.R.M.	Zone de sismicité
58005	Amazy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58007	Annay	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	20/03/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58011	Arnas	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/06/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58012	Arquien	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	20/03/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58016	Asnods	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58020	Avril-sur-Loire	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58021	Azy-le-Vif	NEANT				NEANT			NEANT	Très faible
58025	Béard	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58039	Brèves	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/06/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58044	La Celle-sur-Loire	P.P.R.I.Yonne	22/11/1999	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58046	Cercy-le-Tour	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	10/04/2015		NEANT			NEANT	Très faible
58047	Cervon	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58051	Chailly	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58055	Champvert	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58057	Charriery-Saint-Imbert	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	23/01/2006		NEANT			NEANT	Très faible
58058	La Chapelle-Saint-André	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58059	La Chapelle-sur-Loire	P.P.R.I.Yonne	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58060	Charrin	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58068	Chaumard	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58069	Chaumot	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58072	Cheveron	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58073	Chevroches	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/06/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58075	Chitry-les-Mines	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58078	Clamecy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/06/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58083	Corbigny	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58085	Corvol-Orquevaux	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible
58086	Coame-Cours-sur-Loire	P.P.R.I.Yonne	22/11/1999	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58086	Coame-Cours-sur-Loire	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58087	Cossaye	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58088	Coulanges-les-Nevers	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58089	Coutours	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58090	Courcelles	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible
58095	Decize	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	18/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58096	Davay	P.P.R.I.Yonne	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58098	Direl	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58102	Donzy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58103	Domcy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/06/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58104	Dornes	NEANT				NEANT			NEANT	Très faible

Préfecture de la Nièvre

Page 1

17/06/2015

ANNEXE 1

Envoyé en préfecture le 21/07/2025
Reçu en préfecture le 22/07/2025
Publié le
ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



17/06/2015

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

INSEE	Commune	P.P.R.N.	Prescrit	Approuvé	Modifié	P.P.R.T.	Prescrit	Approuvé	P.P.R.M	Zone de sismicité
58105	Orvy-Perigny	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58109	Entraine-sur-Nohain	P.P.R.I. Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58110	Epiry	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58115	Fluery-sur-Loire	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Faible
58116	Flaz-Cuzy	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58117	Fourchambault	P.P.R.I. Loire	14/01/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58121	Garchay	P.P.R.I. Loire	14/01/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58122	Garchy	NEANT				NEANT			NEANT	Très faible
58124	Germigny-sur-Loire	P.P.R.I. Loire	14/01/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58126	Gemouille	P.P.R.I. Allier	25/07/2002	11/02/2008		NEANT			NEANT	Faible
58128	Gemouille	P.P.R.I. Loire	14/01/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58131	Guéigny	P.P.R.I. Nièvre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58134	Imphy	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58137	Laménay-sur-Loire	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	17/12/2002		NEANT			NEANT	Faible
58138	Langéron	P.P.R.I. Allier	25/07/2002	11/02/2008		NEANT			NEANT	Faible
58144	Livry	P.P.R.I. Allier	25/07/2002	23/01/2006		NEANT			NEANT	Faible
58146	Lucenay les Ais	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58148	Luthenay-Uxeloup	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	05/03/2003	29/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58149	Luzy	P.P.R.I. Nièvre	25/07/2002	10/04/2015		NEANT			NEANT	Faible
58152	Magny-Cours	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58155	La Marche	P.P.R.I. Loire	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58156	Mars-sur-Allier	P.P.R.I. Allier	25/07/2002	11/02/2008		NEANT			NEANT	Faible
58159	Minigny-sur-Yonne	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58160	Minzy	P.P.R.I. Loire	14/01/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58162	Menestreau	P.P.R.I. Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58164	Mesves-sur-Loire	P.P.R.I. Loire	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58165	Metz-le-Comte	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58166	Mhère	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58170	Monceaux-le-Comte	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58177	Montigny-en-Morvan	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58179	Montmoulin	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58182	Mouline-Engilbert	P.P.R.I. Garat-Guignon	25/07/2002	16/07/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58183	Mouron-sur-Yonne	P.P.R.I. Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58187	Myennes	P.P.R.I. Loire	22/11/1999	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58192	Neuville les Decize	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58193	Neuvy-sur-Loire	P.P.R.I. Loire	22/11/1999	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58193	Neuvy-sur-Loire	P.P.R.I. Villed	25/07/2002	20/03/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58194	Nevers	P.P.R.I. Loire	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58196	Nolay	P.P.R.I. Nièvre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58198	Oisy	P.P.R.I. Ste-Eugénie	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible
58200	Ougne	P.P.R.I. Beuvron	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible

Page 2

Préfecture de la Nièvre



ANNEXE 1

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

INSEE	Commune	P.P.R.N.	Prescrit	Approuvé	Modifié	P.P.R.I.	Prescrit	Approuvé	P.P.R.M.	Zone de sismicité
58201	Oudan	PPR cavités souterraines	17/09/2009	10/04/2015		NEANT			NEANT	Très faible
58208	Pazy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58209	Paroy	P.P.R.I.Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58212	Poisieux	P.P.R.I.Nievre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58215	Pouilly-sur-Loire	P.P.R.I.Loire	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58217	Pousseaux	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/08/2009		NEANT			NEANT	Très faible
58218	Prémery	P.P.R.I.Nievre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58222	Rux	P.P.R.I.Beuviron	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible
58224	Rugles	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58225	Saincaize-Mesaud	P.P.R.I.Allier	25/07/2002	11/02/2008		NEANT			NEANT	Faible
58227	Saint-Amand-en-Puisaye	P.P.R.I.Ville	25/07/2002	20/03/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58237	Saint-Dizier	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58238	Saint-Eloi	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	17/12/2001	18/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58245	Saint-Hilaire-Fontaine	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58250	Saint-Léger-des-Vignes	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58254	Saint-Martin-d'Heuille	P.P.R.I.Nievre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58256	Saint-Martin-sur-Nohain	P.P.R.I.Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58258	Saint-Ouen-sur-Loire	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	05/03/2003	28/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58259	Saint-Parize-en-Viry	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58260	Saint-Parize-le-Châtel	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58261	Saint-Père	P.P.R.I.Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58264	Saint-Pierre-le-Moutier	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58265	Saint-Quentin-sur-Nohain	P.P.R.I.Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58268	Saint-Seine	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58272	Sardy-lès-Épisy	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58273	Sauvigny-les-Bois	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	05/03/2003	28/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58276	Semoussé-sur-Loire	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	17/12/2001		NEANT			NEANT	Très faible
58279	Séchamps	P.P.R.I.Nievre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58280	Soucy-sur-Loire	P.P.R.I.Loire	31/10/2000	05/03/2003	28/09/2014	NEANT			NEANT	Très faible
58281	Sully-la-Tour	P.P.R.I.Nohain	25/07/2002	20/12/2010		NEANT			NEANT	Très faible
58282	Sully	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	18/08/2009		NEANT			NEANT	Très faible
58288	Tannay	P.P.R.I.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT			NEANT	Très faible
58287	Tazilly	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58289	Tenant	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58293	Toury-Lucy	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58294	Toury-sur-Jour	NEANT				NEANT			NEANT	Faible
58295	Tracy-sur-Loire	P.P.R.I.Loire	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58296	Trenay	P.P.R.I.Allier	25/07/2002	23/01/2006		NEANT			NEANT	Faible
58298	Trosanges	P.P.R.I.Loire	10/02/2000	14/08/2002		NEANT			NEANT	Très faible
58299	Trucy-Orquevaux	P.P.R.I.Beuviron	25/07/2002			NEANT			NEANT	Très faible

Préfecture de la Nièvre

Page 3

17/06/2015

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

Envoyé en préfecture le 21/07/2025
Reçu en préfecture le 22/07/2025
Publié le
ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

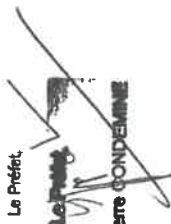
ANNEXE 1

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

INSEE Commune	P.P.R.N.	Prescrit	Approuvé	Modifié	P.P.R.T.	Approuvé	P.P.R.M	Zone de sismicité
58300 Uzay	P.P.R.N.Nievre	25/07/2002	25/08/2010		NEANT		NEANT	Très faible
58304 Varzy	P.P.R.StaEugénie	25/07/2002			NEANT		NEANT	Très faible
58306 Verneuil	P.P.R.Auton	25/07/2002	10/04/2016		NEANT		NEANT	Très faible
58308 Vignol	P.P.R.Yonne	25/07/2002	27/11/2008		NEANT		NEANT	Très faible
58312 Villiers-sur-Yonne	P.P.R.Yonne	25/07/2002	18/06/2009		NEANT		NEANT	Très faible

Fait à Nevers, le 17 JUN 2015

Le Préfet,


Jean-Pierre CONDEMMÉ

Préfecture de la Nièvre

Page 4

15/08/2015

FICHE DE SYNTHÈSE COMMUNALE

INFORMATIONS

POLLUTION DES SOLS



Votre parcelle ne figure pas dans l'inventaire :

- des installations classées soumises à enregistrement ou à autorisation
- des secteurs d'information sur les sols

RISQUES TECHNOLOGIQUES



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques technologiques.

RISQUES MINIERS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques miniers.

RISQUES NATURELS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques naturels.

BRUIT



La parcelle n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.



INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE



CARTOGRAPHIE

ANNEXE 1 : RISQUES NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 2/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



INONDATIONS



Voire bien est situé sur une commune figurant dans un atlas des zones Inondables (AZI) qui modélisent les risques potentiels à partir des dernières inondations connues.

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

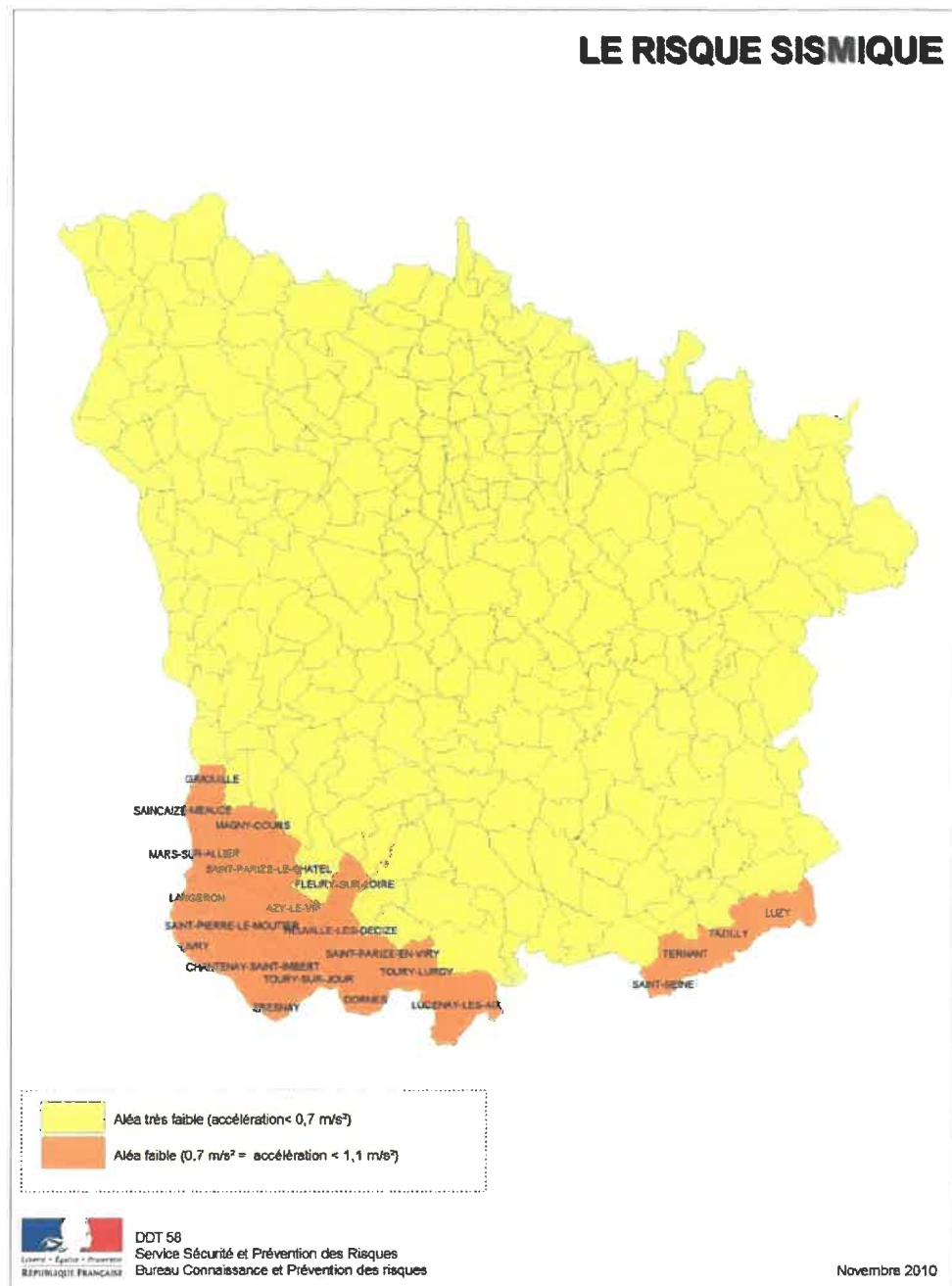
Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

S²LO

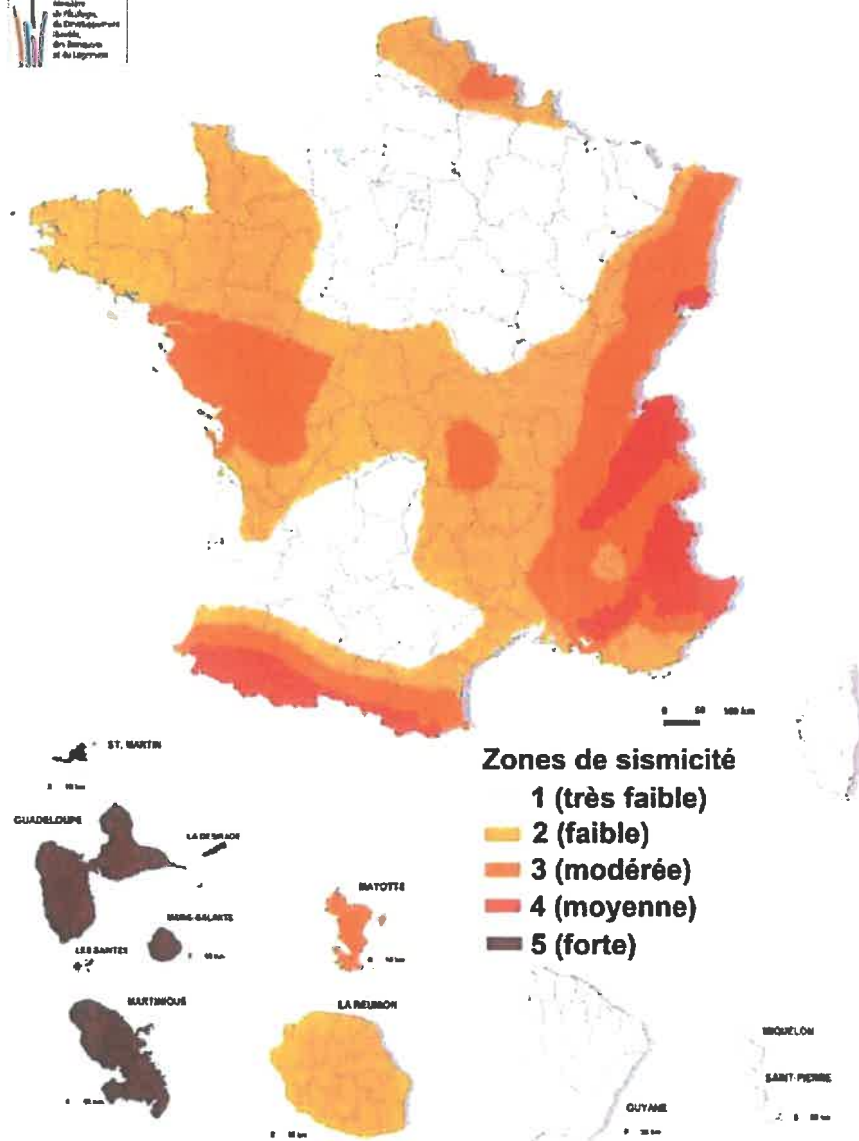
ANNEXE 2



INFORMATION SUR LES RISQUES MAJEURS



Nouveau zonage sismique de la France



ARRETES DE CATASTROPHE NATURELLE, MINIERE OU TECHNOLOGIQUE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 8

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1726132A	14/06/2017	14/06/2017	26/09/2017	27/10/2017
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19821130	06/11/1982	10/11/1982	30/11/1982	02/12/1982

Sécheresse : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1917051A	01/07/2018	31/12/2018	18/06/2019	17/07/2019
INTE2114775A	01/04/2020	30/09/2020	18/05/2021	06/06/2021
IOCE0808038A	01/07/2003	30/09/2003	31/03/2008	04/04/2008

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19821130	06/11/1982	10/11/1982	30/11/1982	02/12/1982



NOTICE D'INFORMATION AU VENDEUR OU AU BAILLEUR

Dans l'état des risques et pollutions, il revient au propriétaire, sous sa responsabilité, de faire une déclaration sur les sinistres indemnisés (date, nature exacte, dommages causés) du bien objet de la vente.

Cette déclaration est une information à remettre au futur acquéreur ou locataire du bien. Même en l'absence de sinistre, une déclaration doit aussi être produite.



Déclaration relative aux sinistres indemnisés au titre des catastrophes naturelles, minières ou technologiques

Je soussigné, COMMUNAUTE DE COMMUNE DU BAZOIS, Vendeur, déclare sur l'honneur que le bien vendu ou loué, désigné ci-dessous :


La Maison du Bazoïs
Zone d'activité du Bois de Seigne
58110 ALLUY

- ☐ N'a pas fait l'objet d'une déclaration de sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique.
- ☐ A fait l'objet d'une (ou plusieurs) déclaration(s) de sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique.

Pour savoir si un sinistre résultait ou non d'un événement considéré comme catastrophe naturelle, minière ou technologique, se référer au tableau ci-dessus qui liste les catastrophes qui ont touché la commune de ALLUY depuis 1982.

Attestation établie à : le :

Signature du vendeur ou du bailleur :

Envoyé en préfecture le 21/07/2025
Reçu en préfecture le 22/07/2025
Publié le 
ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

Certificat de signature électronique du document

Solution de signature électronique sécurisée conforme aux exigences du règlement 910/2014 du parlement européen et du conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Solution de signature électronique commercialisée par YOUSIGN agréé tiers de confiance par la société LSTI et inscrit sur la liste de confiance de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations.

LSTI

10, avenue Anita Conti
35400 SAINT-MALO
www.lsti-certification.fr

Object Identifier (O.I.D) ou Certification Policy (CP) concernés :

YOUSIGN SAS

QUALIFIED SIGNATURE CA - 1.2.250.1.302.1.16.1.0

Rue de Suède - Avenue Pierre Berthelot
14000 CAEN

Service : Signature

Niveau ETSI : ETSI TS 102 042 LCP

Module cryptographique utilisé : HSM Bull Proteccio

Attestation de qualification et

de conformité N° : 11125

Révision : 1

Identifiant du contrat : 6836c75d7ab940e4ec03a6bd

Nombre total de pages signées : 49

Nombre d'annexes signées : 2

Clé de hachage : 03a4d580476badbb43bf7fd800615630



eIDAS & RGS Trust Service Provider

Certificats N° 11125

Offices disponibles et recherche de nos clients certifiés sur www.lsti-certification.fr

Envoyé en préfecture le 21/07/2025

Reçu en préfecture le 22/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_070-DE

